



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

SEPTEMBRE 2007

Les Principales Tendances

A fin septembre 2007 et en comparaison avec la période correspondante de l'année dernière, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir :

Au niveau des recettes

- une augmentation des recettes ordinaires de 17%, augmentation induite par une hausse de 19% des recettes fiscales consécutivement à l'accroissement de l'IS de 25%, de l'IR de 15% et de la TVA de 25% notamment.

Au niveau des engagements

- un taux d'engagement global des dépenses publiques de 75% et un taux d'émission sur engagements de 88%.

Au niveau des dépenses

- un accroissement des dépenses ordinaires de 8% sous l'effet de la hausse des dépenses de personnel de 7%, des dépenses en biens et services de 16% et des charges en intérêts de la dette de 6%.

Les soldes du Trésor

- une hausse des dépenses d'investissement de 10%, passant de 17,4 MMDH à fin septembre 2006 à 19,1 MMDH à fin septembre 2007.

- un solde ordinaire positif de 22 MMDH contre 11,6 MMDH à fin septembre 2006.

- un excédent du Trésor de 8,5 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 5,6 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

En millions de dirhams

	Septembre 2006	LF 2007	Septembre 2007	Taux de réalis.	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	102 891	131 440	120 257	91%	17%
1.1- Recettes fiscales :	87 284	111 293	103 811	93%	19%
Impôts directs	39 506	48 827	47 280	97%	20%
Impôts indirects	32 818	44 214	39 595	90%	21%
Droits de douane	9 352	10 953	10 033	92%	7%
Enregistrement et timbres	5 608	7 299	6 903	95%	23%
1.2- Recettes non fiscales :	13 356	16 647	14 368	86%	8%
Monopoles	6 546	7 993	6 587	82%	1%
Domaine	163	278	153	55%	-6%
Privatisation	2 035	4 500	3 052	68%	50%
Autres recettes	4 612	3 876	4 575	118%	-1%
1.3- Recettes de certains CST :	2 251	3 500	2 078	59%	-8%
Fonds de soutien prix prdts alimentaires	890	1 500	774	52%	-13%
Fonds spécial routier	1 361	2 000	1 304	65%	-4%
2- DEPENSES ORDINAIRES	91 276	130 445	98 248	75%	8%
2.1- Biens et services :	67 207	96 134	73 943	77%	10%
Personnel	45 866	62 781	49 113	78%	7%
Autres biens et services	21 341	33 353	24 830	74%	16%
2.2- Intérêts de la dette :	13 180	19 391	13 914	72%	6%
Intérieure	11 434	16 783	12 108	72%	6%
Extérieure	1 746	2 608	1 806	69%	3%
2.3- Compensation	10 889	14 920	10 391	70%	-5%
dont Fonds de soutien des prix	1 040	1 500	724	48%	-30%
3- SOLDE ORDINAIRE	11 615	995	22 009		
4- INVESTISSEMENT	17 350	27 958	19 080	68%	10%
dont Fonds Routier	1 012	2 000	1 035	52%	
5- SOLDE DES CST	4 575	164	5 579		
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-1 160	-26 799	8 508		
7- VARIATION INSTANCES	1 535	0	132		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	375	-26 799	8 640		
9- FINANCEMENT INTERIEUR :	2 085	22 943	-8 650		
Dont :					
Adjudications	6 041		-3 794		
Bons à 6 mois	-116		-979		
Autres emprunts	-681		-2 679		
Dépôts au Trésor	100		-537		
Compte courant à BAM	-3 721		-1 593		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR :	-2 460	3 856	10		
Tirages et dons	5 010	10 743	6 071		
Amortissement	-7 470	-6 887	-6 061		

RECETTES ORDINAIRES

	Septembre 2006	LF 2007	Septembre 2007	Taux de réalis.	Variation en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>87 284</u>	<u>111 293</u>	<u>103 811</u>	<u>93%</u>	<u>19%</u>
IMPÔTS DIRECTS :	39 506	48 827	47 280	97%	20%
Impôt des Patentes	261	330	266	80%	2%
Impôt sur les Sociétés	19 382	25 580	24 320	95%	25%
Impôt sur le Revenu	18 476	21 640	21 186	98%	15%
Taxe Urbaine	71	97	68	70%	-4%
Majorations de retard	1 251	1 140	1 380	121%	10%
Autres	65	40	61	152%	-7%
DROITS DE DOUANE	9 352	10 953	10 033	92%	7%
IMPÔTS INDIRECTS :	32 818	44 214	39 595	90%	21%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION :	11 922	16 188	13 390	83%	12%
Tabacs manufacturés	4 176	5 920	4 577	77%	10%
Produits énergétiques	6 772	9 100	7 997	88%	18%
Autres	974	1 168	816	70%	-16%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	20 896	28 026	26 205	94%	25%
Intérieure	9 203	12 030	11 305	94%	23%
Importation	11 693	15 996	14 900	93%	27%
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	5 608	7 299	6 903	95%	23%
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>13 356</u>	<u>16 647</u>	<u>14 368</u>	<u>86%</u>	<u>8%</u>
Domaine	163	278	153	55%	-6%
Monopoles	6 546	7 993	6 587	82%	1%
Privatisation	2 035	4 500	3 052	68%	50%
Fonds de concours	540	0	934		73%
Recettes en atténuation de dépenses	562	759	1 198	158%	113%
Redevance gazoduc	1 199	1 624	999	62%	-17%
Intérêts sur placements et avances	77	74	65	88%	-16%
Autres recettes non fiscales	2 234	1 419	1 379	97%	-38%
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>2 251</u>	<u>3 500</u>	<u>2 078</u>	<u>59%</u>	<u>-8%</u>
Fonds de soutien des prix produits alimentaires	890	1 500	774	52%	-13%
Fonds spécial routier	1 361	2 000	1 304	65%	-4%
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>102 891</u>	<u>131 440</u>	<u>120 257</u>	<u>91%</u>	<u>17%</u>

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée provisoirement à fin septembre 2007 se caractérise par une augmentation des recettes ordinaires de 17% et une hausse des dépenses ordinaires de 8%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 22 MMDH.

Compte tenu d'un excédent de financement de 8,6 MMDH et d'un léger flux net positif du financement extérieur de 10 MDH, le financement intérieur a dégagé un solde négatif de 8,7 MMDH.

LES RECETTES ORDINAIRES

Les recettes fiscales

L'impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés se sont élevées à 24,3 MMDH contre 19,4 MMDH à fin septembre 2006, soit une augmentation de 25%.

L'impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR enregistrées à fin septembre 2007 sont en hausse de 15% par rapport à leur niveau à fin septembre 2006 (21,2 MMDH contre 18,5 MMDH). Cette évolution s'explique notamment par i) l'IR sur le produit des cessions des valeurs mobilières cotées en bourse (798 MDH à fin août 2007 contre 92 MDH un an auparavant) et ii) le doublement des recettes de la taxe sur les profits immobiliers (2,4 MMDH à fin août 2007 contre 1,2 MMDH un an auparavant).

Recettes de l'Impôt sur le Revenu

	Septembre 2006	Septembre 2007	Evolut. en %
IR total	18 476	21 186	15%
dont IR prélevé par la PPR	5 635	5 734	2%

Les droits de douane

Les recettes au titre des droits de douane sont en hausse de 7% par rapport à fin septembre 2006 et sont réalisées à hauteur de 92% des prévisions de la loi de finances.

Les impôts indirects

Les recettes provenant des impôts indirects ont augmenté de 21% en raison de l'augmentation des recettes de la TVA (25%) aussi bien à l'importation (27%) qu'intérieure (23%). Les TIC ont pour leur part enregistré une augmentation de 12% provenant de la hausse de 18% de la TIC sur les produits énergétiques et de 10 de la TIC sur les tabacs manufacturés.

Les droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes de l'enregistrement et du timbre se sont accrues de 23%, passant de 5,6 MMDH à fin septembre 2006 à 6,9 MMDH à fin septembre 2007.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont enregistré une hausse de 8% passant de 13,4 MMDH à fin septembre 2006 à 14,4 MMDH à fin septembre 2007.

Les recettes de monopoles

Les recettes provenant des monopoles se sont élevées à 6,6 MMDH contre 6,5 MMDH à fin septembre 2006. Ces recettes proviennent du versement par i) Itissalat Al-Maghrib de 2,1 MMDH au titre des dividendes, ii) les opérateurs télécom de 1,1 MMDH, iii) Bank Al-Maghrib de 1,5 MMDH et iv) la CDG de 600 MDH.

Produit des monopoles

	Septembre 2006	LF 2007	Septembre 2007	Taux de réalis.
B.A.M	1 348	1 962	1 509	77%
CDG	0	500	600	120%
IAM	1 877	1 900	2 119	112%
OPERATEURS TELECOM	431	1 180	1 130	96%
ANCFCC	500	700	500	71%
OCP	497	1 274	523	41%
Autres	1 893	477	202	42%
TOTAL	6 546	7 993	6 583	82%

Recettes de Privatisation

Les recettes de privatisation se sont établies à 3,1 MDH et proviennent de la cession d'IAM (2,3 MMDH), de la COMANAV (591 MDH) et de DRAPOR.

Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales sont en baisse de 1% sous l'effet de la diminution de la redevance gazoduc (-17%) et de la réalisation durant 2006 de 1 MMDH (fonds de travail).

LES DEPENSES

A fin septembre 2007, les engagements de dépenses soumises au visa, se sont établis à 191,2 MMDH, soit un taux global d'engagement des dépenses de 75%.

Situation des engagements de dépenses 2007

	Total des crédits	Engag ^{ts} Septembre 07	Emissions Septembre 07	Taux d'engag	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	109 554	88 299	83 726	81%	95%
Investissement	35 799	28 269	17 907	79%	63%
C.S.T	49 408	30 963	24 605	63%	79%
SEGMA	2 743	1 751	825	64%	47%
Dette	59 053	41 931	41 931	71%	100%
TOTAL	256 557	191 213	168 994	75%	88%

N.B : Les engagements intègrent également les émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...). Les crédits comprennent ceux ouverts par la LF augmentés des reports et des mouvements de crédits.

Le taux d'émission sur engagements s'est élevé à 88% à fin septembre 2007.

Les dépenses du budget général se sont établies à 143,6 MMDH à fin septembre 2007, soit une hausse de 16% par rapport à leur niveau à fin septembre 2006. Ceci s'explique notamment par l'augmentation des dépenses de fonctionnement de 8% et des charges de la dette publique qui sont passées de 29,4 MMDH à fin septembre 2006 à 41,9 MMDH à fin septembre 2007, soit une augmentation de 43%.

Dépenses du budget général					
	Emissions 2006	LF 2007	Emissions 2007	Réalisé	Variation
Fonctionnement	77 777	109 554	83 726	76%	8%
Investissement	16 338	33 958	17 907	53%	10%
dont reports		8 000			
Dette publique	29 420	59 053	41 931	71%	43%
TOTAL	123 535	202 565	143 564	71%	16%

LES DEPENSES ORDINAIRES

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 83,7 MMDH, dont 49,1 MMDH concernent le chapitre personnel. Les dépenses de matériel ont enregistré une hausse de 16% (15,9 MMDH à fin septembre 2007 contre 13,6 MMDH un an auparavant).

Dépenses de biens et services (budget général)					
	Emissions 2006	LF 2007	Emissions 2007	Réalisé	Variation
Personnel	45 866	62 781	49 113	78%	7%
Matériel	13 625	17 179	15 864	92%	16%
Subv & Transferts (charges communes)	18 286	26 294	18 749	71%	3%
Dont compensation	9 849	13 420	9 667	72%	-2%
Dépenses imprévues	0	3 300	0	0%	
TOTAL	77 777	109 554	83 726	76%	8%

Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se sont établies à 49,1 MMDH à fin septembre 2007 contre 45,9 MMDH une année auparavant, soit une hausse de 7%. Hors DVR, les salaires servis par la PPR se sont accrus de 7%, passant de 41,4 MMDH à 44,1 MMDH. Les dépenses au titre du DVR ont été de 178 MDH à fin septembre 2007 contre 539 MDH un an auparavant.

Intérêts de la dette publique

Les charges en intérêts de la dette publique ont enregistré une hausse de 6% par rapport à fin septembre 2006. Cette hausse s'explique pour l'essentiel par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure (6%).

Le solde ordinaire

Le solde ordinaire positif à fin septembre 2007 s'établit à 22 MMDH contre un solde positif de 11,6 MMDH un an auparavant.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement du budget général ont atteint 17,9 MMDH à fin septembre 2007 contre 16,3 un an auparavant. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 15% des subventions et transferts qui sont passés de 10,9 MMDH à fin septembre 2006 à 12,5 MMDH à fin septembre 2007.

Emissions d'investissement du budget général					
	Sept 2006	LF 2007	Sept 2007	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	5 486	19 707	5 374	27%	-2%
2- Subventions et transferts :	10 852	14 251	12 533	88%	15%
2.1- sur charges communes :	5 054	7 700	5 249	68%	4%
Dette des établis. Publics	995	960	460	48%	-54%
Augmentation du capital des établissements publics	706	750	1 302	174%	84%
Concours divers	3 064	5 472	3 240	59%	6%
Ristournes d'intérêt et risque de change	289	518	247	48%	-15%
2.2- autres subventions (ministères)	5 798	6 551	7 284	111%	26%
TOTAL	16 338	33 958	17 907	53%	10%

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont élevées à 30,5 MMDH soit 96% des prévisions de la loi de finances 2007. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 25,5 MMDH.

Les dépenses ont atteint pour leur part 24,6 MMDH, soit 78% des prévisions de la LF, et concernent essentiellement les opérations des CAS (18,6 MMDH).

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève ainsi à 5,9 MMDH.

	RECETTES			DEPENSES			Solde Sept 07
	Sept 2006	LF 2007	Sept 2007	Sept 2006	LF 2007	Sept 2007	
C.A.S	21 000	26 950	25 526	17 780	26 950	20 646	4 880
TVA des CL	8 955	12 011	11 210	9 775	12 011	10 970	240
I.N.D.H	1 300	1 750	1 477	162	1 750	767	710
Soutien pr. alim.	890	1 500	774	1 040	1 500	724	50
F. Spécial routier	1 361	2 000	1 304	1 012	2 000	1 035	269
F.D. Agricole	476	1 687	632	715	1 687	1 034	-402
F. rempl. domanial	1 157	900	1 315	320	900	505	810
Autres CAS	6 861	7 102	8 814	4 756	7 102	5 611	3 203
Cptes d'adhésion	0	0	0	19	143	29	-29
Cptes de prêts	483	393	387	25	86	54	333
Op monétaires	2	0	1	1	0	3	-2
C. Dép Dotation	4 055	4 581	4 597	2 952	4 581	3 881	716
TOTAL	25 540	31 924	30 511	20 777	31 760	24 613	5 898

Déficit / Excédent du Trésor

La situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un excédent de 8,5 MMDH contre un déficit 1,2 MMDH une année auparavant.

Ordres de paiement en cours de visa et de règlement

2006.

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 806 MDH à fin septembre 2007, en hausse de 132 MDH par rapport à leur niveau à fin décembre

OP en cours visa et de règlement

	Décembre 2006	SEPTEMBRE 2007
Fonctionnement	293	190
- Entreprises privées	251	53
- Etablissements publics	42	137
Investissement	228	309
- Entreprises privées	124	70
- Etablissements publics	104	239
Comptes spéciaux du Trésor	153	307
- Entreprises privées	150	220
- Etablissements publics	3	87
TOTAL	674	806

LE FINANCEMENT

Compte tenu d'un excédent de financement du Trésor de 8,6 MMDH et du léger flux net positif du financement extérieur de 10 MDH, le financement intérieur a dégagé un solde négatif de 8,7 MMDH.

Le flux net positif du financement extérieur, résultant de la différence entre les tirages et les amortissements, a atteint un montant de 10 MDH.

Le financement intérieur pour sa part, résulte notamment :

- du recours net négatif au marché des adjudications pour 3,8 MMDH ;
- du flux net négatif de 3,7 MMDH des autres emprunts compte tenu du remboursement durant le 1^{er} trimestre de 2 MMDH au titre des avances de Bank Al-Maghrib ;
- de la baisse des dépôts au Trésor de 0,5 MMDH ;
- et de l'accroissement des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib de 1,6 MMDH.

La dette intérieure

L'encours de la dette intérieure a enregistré une diminution de 3% par rapport à son niveau à fin décembre 2006. Cette évolution s'explique par la baisse de 1% de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudications et de 48% de l'encours des autres compartiments de la dette intérieure.

Evolution de la dette intérieure

	Encours déc 2006	Souscr.	Rembour.	Encours Septembre 2007	Struc 2007
Adjudications	259 954	27 355	31 149	256 159	98,5%
13 semaines	400	1 680	1 980	100	
26 semaines	1 600	2 383	2 000	1 983	
52 semaines	4 350	8 606	4 350	8 606	
2 ans	4 437	4 800	500	8 736	
5 ans	76 020	2 250	19 075	59 196	
10 ans	80 896	1 682	3 245	79 333	
15 ans	72 890	3 950	0	76 840	
20 ans	17 361	1 430	0	18 791	
30 ans	2 000	575	0	2 575	
Bons à 6 mois	1 029	0	979	50	0,0%
Avances BAM	4 500	0	2 000	2 500	1,0%
Autres	2 131	0	679	1 452	0,6%
Total	267 614	27 355	34 807	260 161	

Les dépôts au Trésor

Les dépôts au Trésor ont atteint 30,3 MMDH à fin septembre 2007 contre 30,9 MMDH au début de l'exercice, soit une baisse de 1,7%.

Les disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint 2,3 MMDH à fin septembre 2007 contre 676 MDH au début de l'exercice.